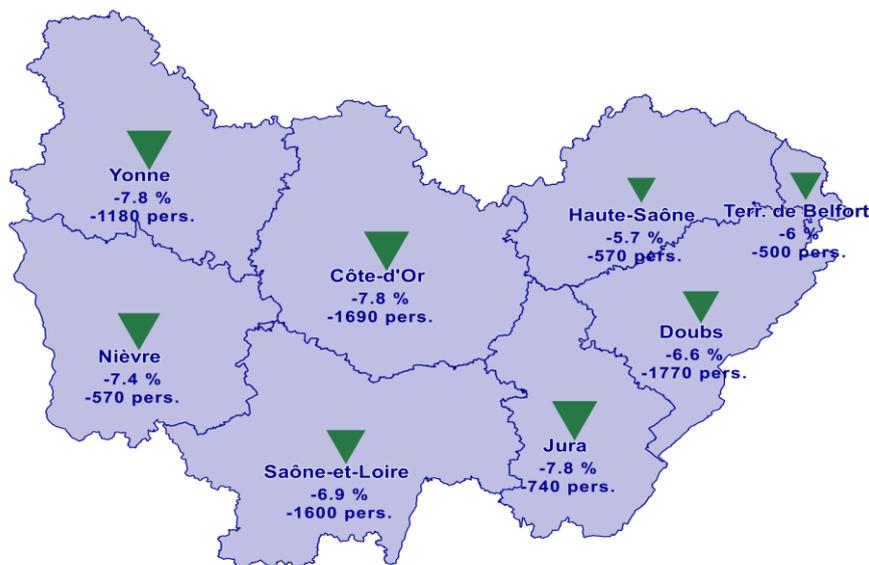


MARCHÉ DU TRAVAIL, ÉCONOMIE ET SOLIDARITÉS DÉPARTEMENT DU JURA

ÉVOLUTION DE LA DEMANDE D'EMPLOI (CAT. A) AU 3^{ÈME} TRIMESTRE 2021
(EN % ET EN NOMBRE)



France métropolitaine : Evolution DEFM Cat. A :
- 5,8 % par rapport au 2^{ème} trimestre 2021

Source : Pôle emploi-Dares, STMT

► CHIFFRES CLÉS

● DEMANDEURS D'EMPLOI EN FIN DE MOIS

(DONNÉES CVS)

Cat. A : **8 700** (-7,8 % sur un trim.)
Cat. B, C : **9 110** (+ 1,6 % sur un trim.)
Cat. A, B, C : **17 810** (- 3,2 % sur un trim.)

● TAUX DE CHÔMAGE (DONNÉES CVS)

5,5 % au 2^{ème} trimestre 2021
0,0 pt par rapport au 1^{er} Trim. 2021
(France métropolitaine : 7,8 % ; 0,0 pt)

● EMPLOI SALARIÉ

86 290 au 2^{ème} trimestre 2021
+ 0,5 % par rapport au 1^{er} Trim. 2021

● RECOURS À L'INTÉRIM

3 620 intérimaires au 2^{ème} trimestre 2021
- 0,9 % par rapport au 1^{er} Trim. 2021

Au deuxième trimestre 2021

L'emploi salarié (privé et public) augmente dans le Jura, soit 410 emplois en plus par rapport au 1^{er} trimestre 2021. Hors intérim, l'emploi progresse dans le commerce et les services marchands notamment dans l'hébergement-restauration. Plus gros employeur, le secteur des services non marchands supprime des postes. A l'inverse l'agriculture, la construction et l'industrie consolident leurs effectifs. Sur un an l'emploi salarié croît de 3,2 %, l'évolution la plus favorable de la région (+2,4 %). La demande en intérim recule légèrement (-0,9 %, soit -40 intérimaires). Après la mise en place du 3^e confinement début avril, les demandes d'activité partielle ont à nouveau augmenté : près de 1 800 établissements contre 1 400 au 1^{er} trimestre. Environ 4 700 salariés ont été indemnisés, soit 5 % des salariés du département. Plus de 885 000 heures ont été chômées, ce qui correspond à environ 730 emplois équivalents-temps plein. Le nombre moyen de foyers bénéficiaires du RSA (environ 3 900) continue de reculer. Ils sont aussi nombreux qu'il y a un an.

Au troisième trimestre 2021

Les demandes d'activité partielle ont diminué en lien avec le redémarrage de l'activité et la levée des contraintes sanitaires : près de 300 établissements sont autorisés à recourir au dispositif et cela concerne environ 3 700 salariés. Les défaillances d'entreprises restent à un niveau historiquement bas. Les créations d'entreprises (hors micro-entrepreneur) sont bien orientées. Le nombre de demandeurs d'emploi sans activité (cat. A) fléchit, la baisse la plus favorable de la région. Les demandeurs d'emploi exerçant une activité réduite (cat. BC) sont quant à eux plus nombreux grâce à la reprise de l'emploi. Les inscrits en catégories D et E sont plus nombreux sous l'effet de la mobilisation des politiques d'emploi et de formation.

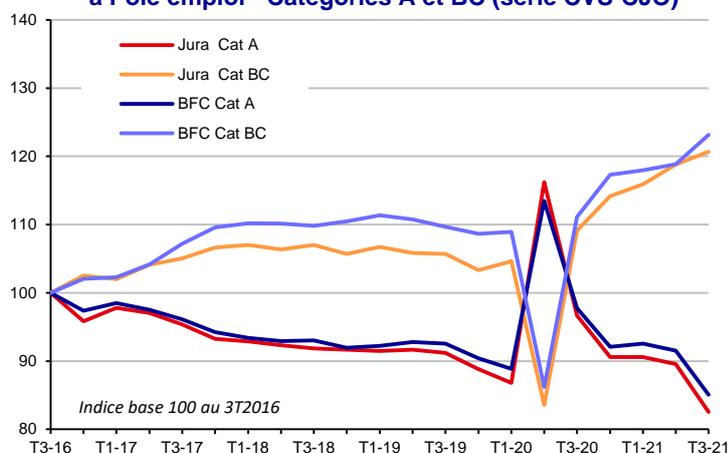
La demande d'emploi

Les demandeurs d'emploi inscrits en fin de mois

Demandeurs d'emploi inscrits en fin de mois				
	T3 2021	Var. (en %) sur		
		1 trim.	1 an	
Jura :				
<i>Données CVS-CJO</i>				
Catégorie A	8 700	-7,8	-14,6	
Catégories B, C	9 110	+1,6	+10,6	
Catégories A, B, C	17 810	-3,2	-3,4	
Bourgogne-Franche-Comté :				
<i>Données CVS-CJO</i>				
Catégorie A	113 480	-7,1	-13,0	
Catégories B, C	102 460	+3,6	+10,8	
Catégories A, B, C	215 950	-2,3	-3,1	

Source : Pôle emploi-Dares, STMT, traitements Dares

Evolution des demandeurs d'emploi inscrits en fin de mois à Pôle emploi - Catégories A et BC (série CVS-CJO)



Données CVS-CJO	Jura			BFC	
	T3 2021	Var. (en %) sur 1 trim.	1 an	Var. (en %) sur 1 trim.	1 an
Catégorie A					
Hommes	4 480	-8,0	-15,3	-6,3	-13,3
< 25 ans	690	-9,2	-19,8	-8,2	-20,6
25 - 49 ans	2 470	-9,2	-17,1	-6,5	-14,6
50 ans et plus	1 320	-5,0	-9,6	-4,9	-6,1
Femmes	4 220	-7,7	-13,9	-7,8	-12,7
< 25 ans	540	-8,5	-19,4	-10,1	-16,4
25 - 49 ans	2 350	-9,6	-15,2	-8,2	-13,8
50 ans et plus	1 330	-2,9	-9,5	-6,2	-8,5
Total	8 700	-7,8	-14,6	-7,1	-13,0
< 25 ans	1 220	-9,6	-19,7	-9,1	-18,7
25 - 49 ans	4 820	-9,4	-16,0	-7,3	-14,2
50 ans et plus	2 650	-4,0	-9,2	-5,5	-7,3

Source : Pôle emploi-Dares, STMT, traitements Dares

Données CVS-CJO	Jura			BFC	
	T3 2021	Var. (en %) sur 1 trim.	1 an	Var. (en %) sur 1 trim.	1 an
Catégories A, B, C					
Hommes	8 450	-3,4	-3,8	-2,2	-3,4
< 25 ans	1 280	-5,2	-10,5	-4,1	-10,7
25 - 49 ans	4 940	-3,7	-4,1	-2,1	-3,3
50 ans et plus	2 230	-1,8	+1,4	-1,1	+1,4
Femmes	9 360	-3,0	-3,0	-2,4	-2,9
< 25 ans	1 150	-8,0	-10,2	-4,3	-7,7
25 - 49 ans	5 430	-3,7	-2,5	-2,5	-3,0
50 ans et plus	2 790	+1,1	-0,4	-1,3	-0,3
Total	17 810	-3,2	-3,4	-2,3	-3,1
< 25 ans	2 430	-6,5	-10,3	-4,2	-9,3
25 - 49 ans	10 370	-3,7	-3,2	-2,3	-3,2
50 ans et plus	5 010	-0,4	+0,2	-1,2	+0,5

Source : Pôle emploi-Dares, STMT, traitements Dares

Depuis 2018, la publication commune Dares-Pôle Emploi est trimestrielle et présente la moyenne sur le trimestre passé du nombre de demandeurs d'emploi inscrits, ainsi que les flux d'entrées et de sorties. La moyenne trimestrielle correspond à la somme des effectifs ou des flux pour les trois mois du trimestre considéré, divisée par trois. En raison de la gestion des arrondis, les totaux peuvent très légèrement différer de la somme de leurs sous-totaux.

Les catégories de demandeurs d'emploi :

- **catégorie A** : demandeurs d'emploi tenus de rechercher un emploi, sans emploi ;
- **catégorie B** : demandeurs d'emploi tenus de rechercher un emploi, ayant exercé une activité réduite courte (de 78 h ou moins sur un mois) ;
- **catégorie C** : demandeurs d'emploi tenus de rechercher un emploi, ayant exercé une activité réduite longue (de plus de 78 h sur un mois) ;
- **catégorie D** : demandeurs d'emploi non tenus de rechercher un emploi (en raison d'une formation, d'une maladie...) y compris les demandeurs d'emploi en contrat de sécurisation professionnelle (CSP), sans emploi ;
- **catégorie E** : demandeurs d'emploi non tenus de rechercher un emploi, en emploi (par exemple, bénéficiaires de contrats aidés, créateurs d'entreprise).

Ancienneté d'inscription des demandeurs d'emploi

Données CVS-CJO	Jura			BFC	
	T3 2021	Var. (en %) sur 1 trim.	1 an	Var. (en %) sur 1 trim.	1 an
Catégories A, B, C					
Moins de 1 an	9 350	-3,2	-8,8	-1,3	-8,3
DELD :					
1 à 2 ans	3 860	-6,5	+0,3	-6,8	+0,2
2 à 3 ans	1 930	-2,0	+5,5	-1,6	+5,5
3 ans et plus	2 670	+0,8	+6,8	+0,3	+4,2
Total DELD	8 460	-3,3	+3,4	-3,3	+2,7
Part des DELD	47,5%	-0,1 pt	+3,1 pt	-0,5 pt	+2,8 pt

Source : Pôle emploi-Dares, STMT, traitements Dares

Les demandeurs d'emploi indemnisés

Données brutes provisoires	T1 2021	Moyenne annuelle 2021 2020	
Assurance chômage	10 150	10 150	9 690
Solidarité - Etat	830	830	830
Autres	170	170	150
Total DE indemnisés	11 160	11 150	10 670
Formation	740	740	730
Part des DE indemnisés* :			
Jura :	57,3%		
BFC	51,0%		

Source : Pôle emploi

*Part des DE indemnisés : Total des Demandeurs d'Emploi indemnisés / DEFM de Cat. A, B, C, D, E en données brutes

Avertissement : conformément à la méthodologie utilisée par Pôle emploi pour le calcul des demandeurs d'emploi indemnisés, les dernières données sont des estimations. Elles sont rendues définitives en glissement annuel avec un recul de 6 mois.

Les flux d'entrées à Pôle emploi par motif

Données brutes	Jura			BFC	
	T3 2021	Var. annuelle en nbre	en %	Var. annuelle en nbre	en %
Catégories A, B, C					
Fin de contrat	408	-31	-7,1	-232	-5,3
Fin de mission d'intérim	133	+27	+25,9	+241	+21,3
Démission	111	+19	+20,7	+121	+12,8
Rupture conventionnelle	126	-8	-6,2	-123	-8,4
Licenc. économique	38	-9	-19,6	-149	-30,7
Autre licenciement	127	+11	+9,5	-37	-2,7
Première entrée ⁽¹⁾	118	-45	-27,7	-377	-18,6
Retour d'inactivité ⁽²⁾	337	+7	+2,1	+121	+3,2
Réinscription rapide ⁽³⁾	284	+51	+21,7	+565	+17,8
Autre motif ⁽⁴⁾	77	-13	-14,8	+41	+3,6
Motif indéterminé	165	+33	+24,7	+1	0,0
Total	1 924	+40	+2,1	+170	+0,8

(1) Inscription à Pôle emploi d'une personne qui se présente pour la première fois sur le marché du travail, notamment lorsqu'elle vient d'achever ses études ou lorsqu'elle était auparavant inactive.

(2) Recherche d'un emploi après une période d'inactivité, fin de maladie ou de maternité, fin de formation.

(3) Réinscription après une sortie de courte durée (suite à un défaut d'actualisation, une radiation administrative, une période d'inactivité...).

(4) Fin d'activité non salariée, retour en France, recherche d'un autre emploi.

Les flux de sorties à Pôle emploi par motif

Données brutes	Jura			BFC	
	T3 2021	Var. annuelle en nbre	en %	Var. annuelle en nbre	en %
Catégories A, B, C					
Reprise d'emploi déclaré ⁽¹⁾	314	-9	-2,8	-7	-0,2
Entrée en stage ou formation	250	+28	+12,8	-123	-4,1
Arrêt de recherche**	203	+12	+6,5	+117	+6,0
dont maladie	124	+11	+10,1	+128	+11,3
Cessation d'inscription pour défaut d'actualisation	850	+41	+5,1	+439	+4,6
Radiation administrative	138	+70	+103,4	+640	+58,8
Autre cas ⁽²⁾	170	+15	+9,4	+129	+7,1
Total	1 926	+158	+8,9	+1 196	+5,8

**Maternité, maladie, retraite...

(1) Uniquement celles connues de Pôle emploi.

(2) Déménagement, titre de séjour non valide, absence du lieu de résidence supérieure à 35 jours, etc.

La demande d'emploi par territoire*

* Définition Arrondissements

Les demandeurs d'emploi inscrits en fin de mois

Données CVS-CJO Catégorie A	T3 2021	Var. (en %) sur		Part (en %) des			Indicateur de chômage*
		1 Trim.	1 an	Femmes	-25 ans	Seniors	
Dole	3 490	-7,4	-11,0	49,0	13,8	30,7	7,4
Lons-le-Saunier	3 320	-8,3	-14,7	48,5	15,1	29,8	7,1
Saint-Claude	1 890	-7,4	-20,9	47,6	12,7	31,8	7,9
Jura	8 700	-7,8	-14,6	48,5	14,0	30,5	7,4

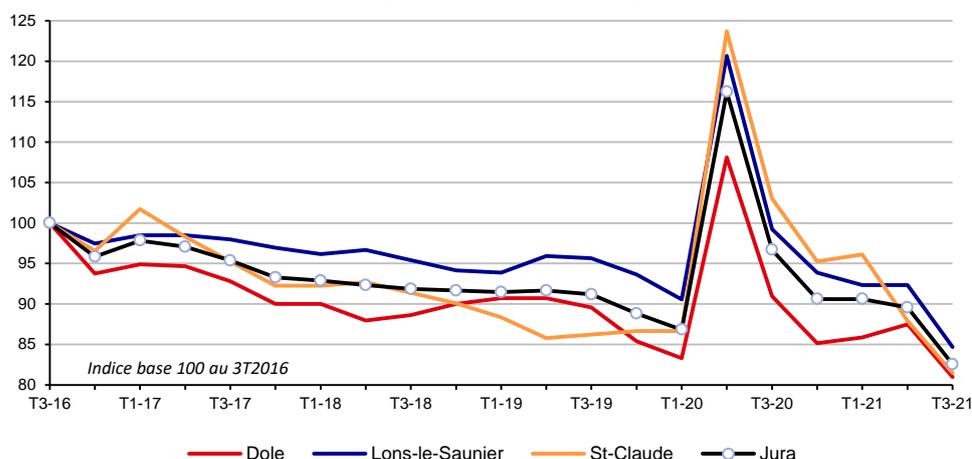
Attention : cet indicateur est calculé pour apprécier l'importance du chômage dans les arrondissements. Sa valeur n'est pas comparable avec le taux de chômage publié par l'INSEE, qui est la référence pour les analyses départementales.

* Indicateur de chômage = DEFM A/Pop. Active 2018

Source : Pôle emploi-Dares, STMT, traitements Dares.

Calculs des CVS-CJO infra-départementales : Dreets Bourgogne-Franche-Comté / SESE

Evolution des demandeurs d'emploi de Cat. A par territoire (données CVS-CJO)



Ancienneté d'inscription des demandeurs d'emploi

Données CVS-CJO Catégories A, B, C	T3 2021	Var. (en %) sur		Plus de un an		
		1 Trim.	1 an	T3 2021	Var. (en %) sur	
					1 Trim.	1 an
Dole	7 140	-2,9	-2,3	3 400	-4,2	+0,3
Lons-le-Saunier	6 840	-4,1	-3,1	3 190	-2,7	+3,6
Saint-Claude	3 830	-2,5	-5,7	1 870	-2,6	+9,4
Jura	17 810	-3,2	-3,4	8 460	-3,3	+3,4

Source : Pôle emploi-Dares, STMT, traitements Dares.

Calculs des CVS-CJO infra-départementales : Dreets Bourgogne-Franche-Comté / SESE

Les flux d'entrées et de sorties

Entrées en Cat. A, B, C		Sorties en Cat. A, B, C	
Nombre	Evol. (%) Trim.	Nombre	Evol. (%) Trim.
650	-4,4	740	+8,8
630	-7,4	750	+19,0
350	+16,7	390	+18,2
1 640	-1,2	1 890	+14,5

Note méthodologique :

La correction des variations saisonnières et des effets des jours ouvrables (CVS-CJO) permet de rendre les évolutions pertinentes pour l'analyse conjoncturelle. Les coefficients de correction des variations saisonnières et des jours ouvrables sont estimés une fois par an pour la 1ère publication de l'année. Lorsque ces coefficients sont réestimés, les séries CVS-CJO sont révisées sur tout leur historique. La prochaine campagne d'actualisation des coefficients aura lieu en avril 2022.

En 2019, le périmètre géographique des « Territoires » a été révisé faisant suite à l'évolution récente de la géographie administrative des arrondissements, les données ici présentes portent donc sur ce nouveau découpage et ont été recalculées sur tout leur historique.

Les entreprises

Activité partielle

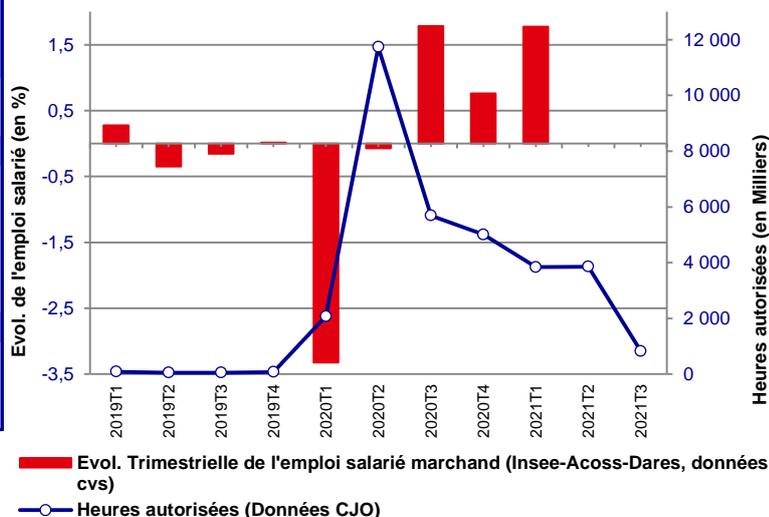
Données CJO*	Jura	
	T2 2021	T3 2021
Heures autorisées		
Nombre de demandes en cours	2 635	347
Volume d'heures autorisées	3 856 084	824 871
dont :		
Agriculture	22 205	0
Industrie	1 164 610	471 169
Construction	201 242	16 052
Commerce	658 590	31 270
Services	1 809 437	306 380
Établissements autorisés	2 081	292
dont :		
étabs de 50 sal. et plus	132	39
Nombre de salariés concernés**	13 574	3 686
Total heures autorisées 12 mois glissés	18 387 482	13 525 827

Source : DARES/Dreets BFC

* corrigées des effets des jours ouvrables

** en moyenne sur le trimestre

Activité partielle : heures autorisées



■ Evol. Trimestrielle de l'emploi salarié marchand (Insee-Accoss-Dares, données cvs)

—○ Heures autorisées (Données CJO)

Données brutes	Jura	
	T1 2021	T2 2021
Heures consommées		
Nombre d'heures consommées*	1 110 564	885 364
dont :		
Agriculture	3 717	2 639
Industrie	100 972	158 962
Construction	11 326	13 952
Commerce	112 539	144 515
Services	882 011	565 297
États ayant consommé des heures	1 422	1 794
dont :		
étabs de 50 sal. et plus	75	115
Nombre de salariés concernés**	5 371	4 725
Total heures consommées 12 mois glissés	6 665 823	3 515 465

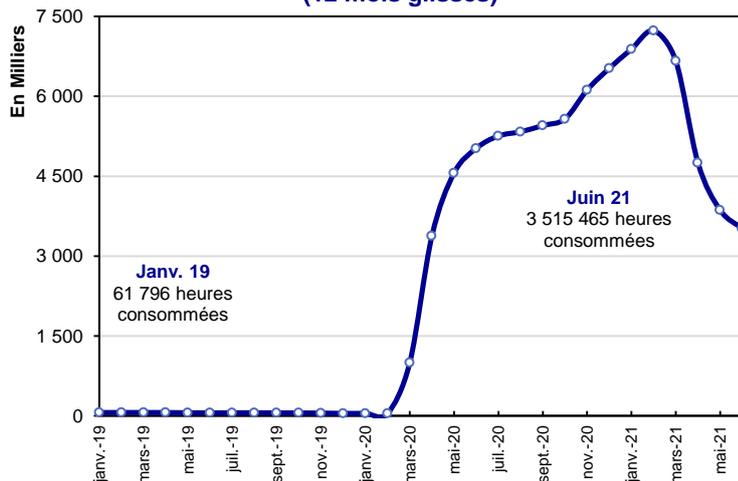
Source : DARES/Dreets BFC

* un trimestre de recul est nécessaire pour disposer de données de consommation suffisamment consolidées. En raison d'une mise à jour en continu des informations, les données mensuelles sont encore modifiées à la marge après cette date.

** en moyenne sur le trimestre

Avertissement : Les consommations d'activité partielle sont provisoires et susceptibles d'être révisées

Activité partielle : évolution des heures consommées (12 mois glissés)



Janv. 19
61 796 heures consommées

Juin 21
3 515 465 heures consommées

Créations d'entreprises

Données brutes	Jura	
	T3 2021	Evol./T3 2020
Créations d'entreprises		(en %)
Nombre de créations d'entreprises	542	-3,2
dont :		
Entreprises individuelles	69	+21,1
Micro-entrepreneurs	327	-12,1
Sociétés	146	+11,5
Cumul sur 12 mois glissés	2 465	+21,9
Nombre de créations d'entreprises hors micro-entrepreneurs	215	+14,4
Cumul sur 12 mois glissés	893	+7,6

Champ : ensemble des activités marchandes hors agriculture.

Source : INSEE-REE (Répertoire des Entreprises et des Établissements - Sirene).

Défaillances d'entreprises

Données brutes	Jura	
	T3 2021	Evol./T3 2020
Ouvertures de procédures		(en %)
Nombre d'ouvertures de procédures	16	-42,9
dont :		
Sauvegardes	s	s
Redressements judiciaires	4	ns
Liquidations judiciaires directes	10	-61,5
Nombre d'emplois menacés	96	+77,8
dont :		
Agriculture	s	s
Industrie	40	ns
Construction	25	-30,6
Commerce	10	+150,0
Services	21	+110,0
Total des ouvertures sur 12 mois glissés	88	-38,9

Source : Société ALTARES-BODACC/Traitement Dreets BFC-SESE

s : secret statistique

ns : non significatif

L'emploi salarié

Effectifs salariés par secteur d'activité

Jura 2 ^{ème} trimestre 2021 (Données CVS)	Emploi hors intérim					Emploi y compris intérim (1)				
	Nombre de salariés	Evolution				Nombre de salariés	Evolution			
		Trimestrielle		Annuelle			Trimestrielle		Annuelle	
	en nbre	en %	en nbre	en %	en nbre	en %	en nbre	en %		
Agriculture	1 340	+10	+0,7	+50	+3,8	1 340	+10	+0,4	+50	+3,8
Industrie	18 990	0	-0,0	-20	-0,1	20 950	-20	-0,1	+620	+3,0
Industrie agro-alimentaire	4 100	+40	+1,1	+160	+4,0	4 540	+10	+0,1	+100	+2,3
Industries extractives, énergie, eau, déchets	1 240	+10	+0,4	+40	+3,0	1 300	-10	-0,6	+30	+2,5
Equipements élec. électron. info., autres machines	1 000	0	+0,2	0	-0,5	1 110	+10	+1,1	+80	+7,7
Matériels de transport	430	-10	-1,8	-30	-5,9	540	+40	+7,6	+60	+13,6
Autres (bois, métallurgie, plasturgie, pharmacie, ...)	12 210	-40	-0,4	-180	-1,5	13 450	-60	-0,5	+340	+2,6
Construction	5 300	+10	+0,2	+230	+4,5	5 620	-60	-1,1	+270	+5,0
Commerce ; réparation auto.	11 180	+90	+0,8	+220	+2,0	11 460	+110	+1,0	+300	+2,6
Services marchands	17 840	+380	+2,2	+890	+5,2	18 560	+430	+2,4	+1 160	+6,6
Transports et entreposage	4 150	-10	-0,3	+20	+0,4	4 390	-10	-0,2	+120	+2,7
Hébergement et restauration	2 780	+270	+10,8	+330	+13,6	2 790	+270	+10,5	+330	+13,6
Information et communication	340	-10	-1,9	-20	-5,9	340	-10	-1,6	-20	-5,6
Services financiers	1 340	0	-0,0	-20	-1,3	1 350	0	+0,2	-20	-1,4
Services immobiliers	470	+10	+1,8	+20	+4,8	480	+10	+1,3	+20	+4,0
Services aux entreprises	4 820	+40	+0,9	+190	+4,1	5 260	+90	+1,8	+360	+7,4
Services aux ménages	3 940	+80	+2,0	+360	+10,2	3 940	+80	+2,0	+370	+10,2
Services non marchands	28 320	-60	-0,2	+220	+0,8	28 370	-60	-0,2	+260	+0,9
Ensemble	82 970	+420	+0,5	+1 580	+1,9	86 290	+410	+0,5	+2 650	+3,2

Champ : emploi salarié total (marchand et non marchand)

Source emploi : Insee, estimations d'emploi ; estimations trimestrielles Acooss-Urssaf, Dares, Insee - Source Intérim : Dares, déclaration sociale nominative (DSN)

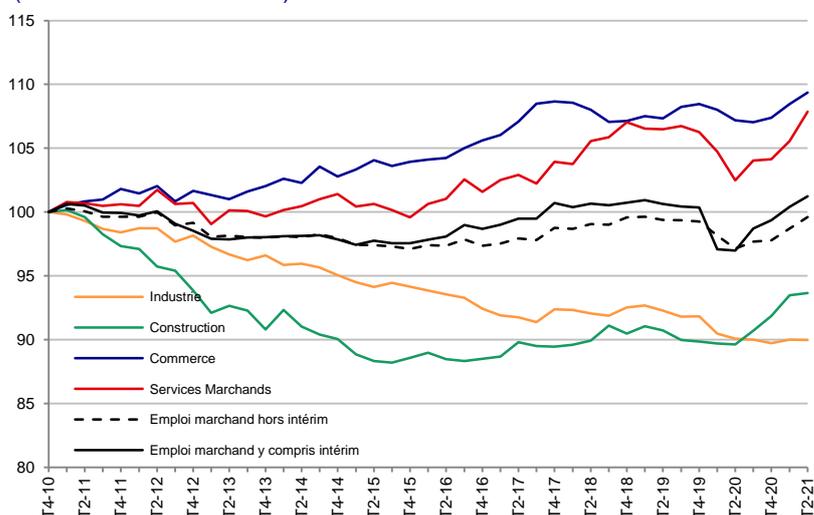
Traitement : Dreets BFC- SESE

(1) Il s'agit des effectifs intérimaires employés par les agences de travail temporaire du département qui sont affectés dans le secteur dans lequel ils effectuent leur mission. Cette mission peut être réalisée en dehors ou non du périmètre départemental. Cette définition permet notamment de faire le lien avec l'évolution du chômage.

Evolution de l'emploi salarié marchand (hors agriculture)

• dans les secteurs d'activité du département

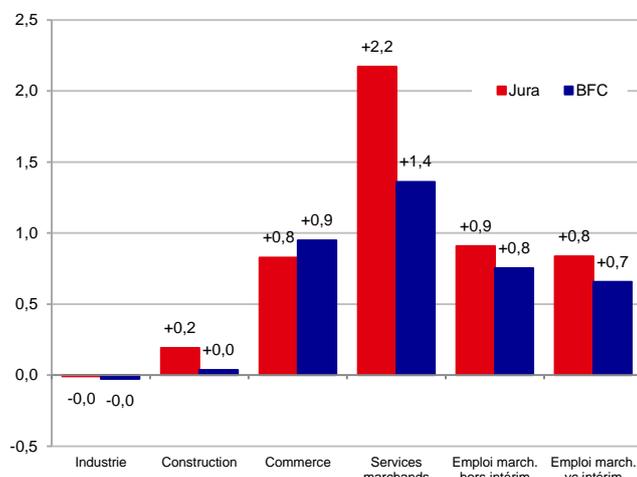
(base 100 au 31/12/2010)



Source : Insee, estimations d'emploi ; estimations trimestrielles Acooss-Urssaf, Dares, Insee. Données CVS. Les données sectorielles sont hors intérim.

• dans le département et au niveau régional

(entre le 1^{er} trim. 2021 et le 2^{ème} trim. 2021, en %)



Source : Insee, estimations d'emploi ; estimations trimestrielles Acooss-Urssaf, Dares, Insee. Données CVS. Les données sectorielles sont hors intérim.

Le recours à l'intérim

Le travail intérimaire par secteur d'activité utilisateur

Jura 2 ^{ème} trimestre 2021 (Données CVS)	Intérimaires en fin de trimestre ⁽¹⁾			Recours à l'intérim ⁽²⁾		Equivalent temps plein en moyenne sur le trimestre ⁽³⁾			Durée moyenne des missions ⁽⁴⁾	
	Nombre	Evolution		Taux (en %)	Evol. annuelle (en points)	Nombre	Evolution		au cours du trimestre (en semaines)	Evolution sur 1 an (en pt)
		Trim. (en %)	Annuelle (en %)				Trim. (en %)	Annuelle (en %)		
Agriculture	s	s	s	0,2	+0,1	s	s	s	1,4	+0,8
Industrie	1 990	-3,4	+47,3	9,5	+2,8	1 990	+0,5	+91,3	2,3	+0,3
Construction	480	-3,9	+39,4	8,3	+2,0	470	+2,2	+123,8	3,2	-0,2
Commerce	340	+0,5	+30,4	2,9	+0,6	330	-2,9	+37,5	1,4	-0,3
Services	810	+7,1	+59,1	4,4	+1,4	780	+8,3	+73,3	1,4	-0,1
Ensemble	3 620	-0,9	+46,8	6,2	+1,8	3 570	+2,0	+84,0	2,0	+0,1

s : secret statistique

Note : Il s'agit des effectifs intérimaires présents dans les établissements utilisateurs du département, qu'ils résident ou non dans le département. Cette définition permet d'appréhender l'intérim comme un indicateur avancé de la situation économique des établissements du département et des grands secteurs d'activités.

(1) moyenne du nombre de contrat en cours pendant cinq jours ouvrés en fin de trimestre. L'effectif intérimaire est corrigé de la multi-activité.

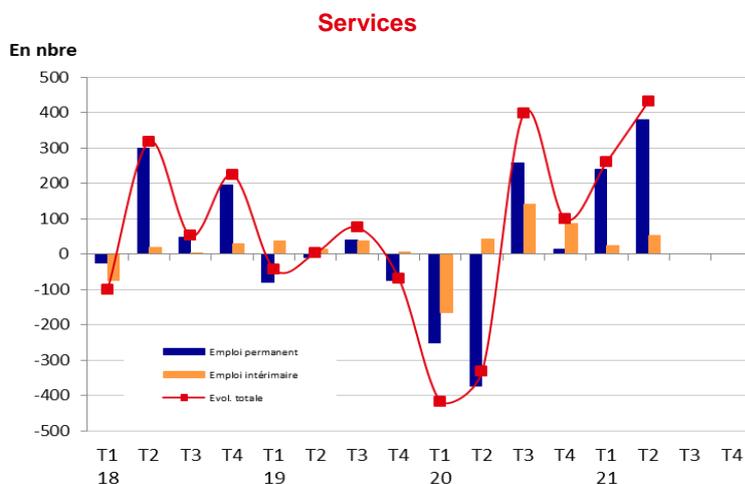
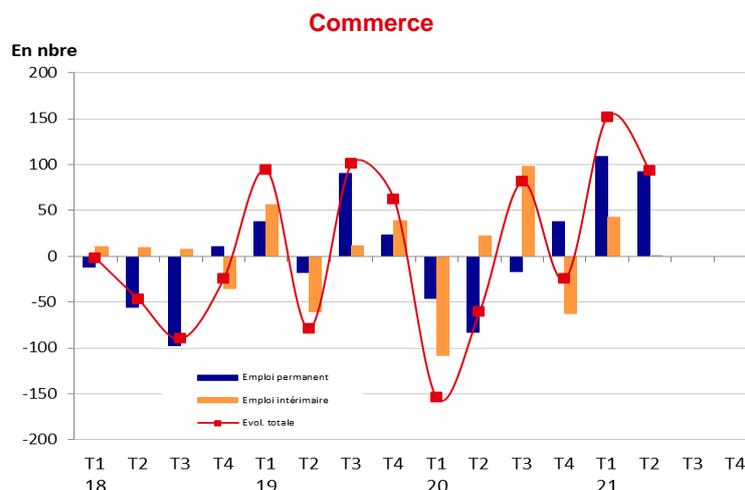
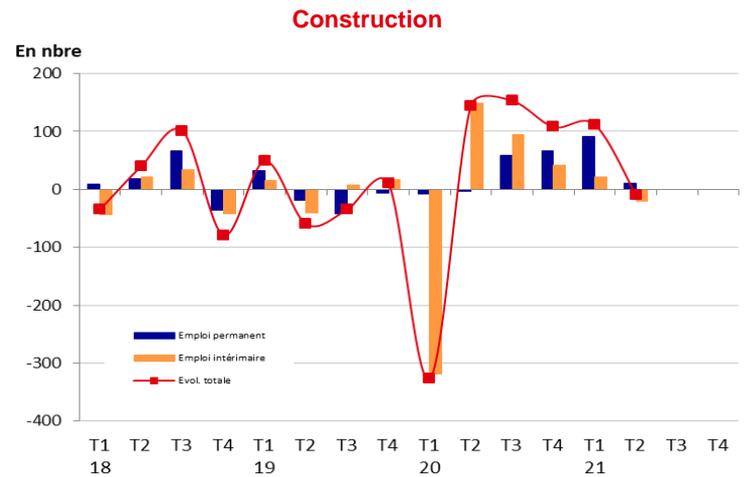
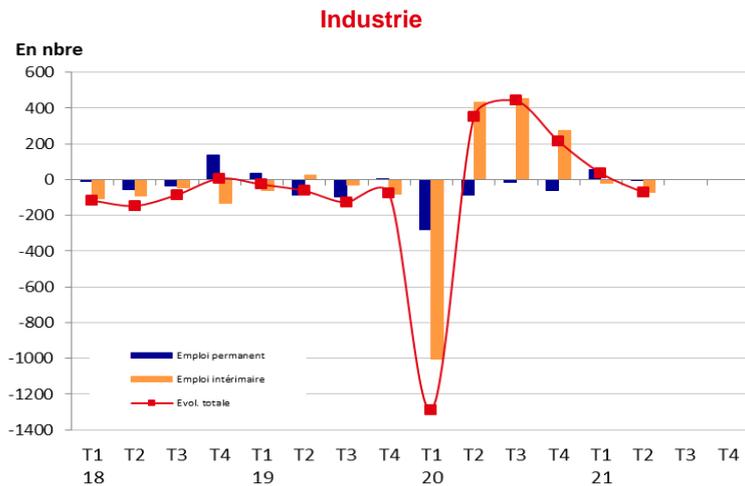
(2) le taux de recours à l'intérim désigne le rapport des intérimaires à l'emploi salarié (Source : Insee, Estimations d'emploi ; estimations trimestrielles Acooss-Urssaf, Dares, Insee) y compris intérim, en fin de trimestre.

(3) l'équivalent temps plein mesure un volume de travail en intérim en rapportant le nombre de semaines travaillées par les intérimaires au nombre de semaines ouvrées d'un trimestre. Il s'agit d'une moyenne sur le trimestre, contrairement au nombre d'intérimaires qui est en fin de trimestre.

(4) moyenne de la durée des missions dont la date de fin appartient au trimestre.

Sources : Dares, déclaration sociale nominative (DSN) et fichiers Pôle emploi des déclarations mensuelles des agences d'intérim.

Evolution de l'emploi salarié et de l'intérim par secteur d'activité



Note : Ces graphiques représentent

- l'évolution de l'emploi salarié marchand (en nombre) --> courbe rouge

- et sa décomposition entre emploi permanent (hors intérim, bâton en bleu) et intérim mesuré à l'établissement utilisateur (bâton en orange)

Sources : Acooss-Urssaf/Dares, déclarations sociales nominatives (DSN) et fichiers de Pôle emploi des déclarations mensuelles des agences d'intérim.

Les Mouvements de Main-d'Œuvre

Jura		Industrie	Construction	Commerce	Services	Ensemble
2e trimestre 2021						
Embauches		1 076	493	1 708	10 065	13 342
Répartition en %		8,1	3,7	12,8	75,4	100,0
dont en % :						
	CDD	57,4	57,8	70,3	89,4	83,2
	< 25 ans	38,9	31,4	58,8	30,3	34,7
	25 - 49 ans	46,1	55,0	30,9	44,5	43,3
	50 - 54 ans	7,6	7,1	3,5	10,2	9,0
	55 ans ou plus	7,3	6,5	6,9	14,9	13,0
	Femmes	40,1	10,8	58,5	65,9	60,8
Sorties		1 356	412	1 468	9 137	12 373
Répartition en %		10,2	3,1	11,0	68,5	100,0
dont en % :						
	Fins de CDD	28,5	35,0	55,3	85,3	73,8
	dont CDD < 1 mois	35,7	28,5	61,2	89,2	83,5
	Demissions	20,1	30,6	18,3	6,5	10,2
	Licenciements économiques	21,0	1,7	1,6	0,3	2,8
	Licenc. non économiques	10,9	12,4	7,7	2,4	4,3
	Retraite	6,7	3,4	2,0	1,1	1,9
	Ruptures Conventionnelles	5,3	6,1	4,5	1,4	2,4
	< 25 ans	24,0	26,7	50,5	26,6	29,2
	25 - 49 ans	45,9	57,5	34,9	45,4	44,6
	50 - 54 ans	10,0	5,8	4,2	10,9	9,8
	55 ans ou plus	20,2	10,0	10,4	17,2	16,4
	Femmes	31,9	10,2	57,7	67,4	60,4

Les mouvements de main-d'œuvre (MMO) recensent l'ensemble des embauches et des fins de contrats de travail au niveau des établissements. Ils permettent de mesurer les entrées et les sorties selon le type de contrat, la durée des contrats et les motifs de sorties.

La source : les déclarations sociales nominatives (DSN)

Le champ : établissements employeurs (1 salarié et plus) du champ privé hors agriculture, hors contrats intérimaires et hors particuliers employeurs,

Précautions d'utilisation

L'écart entre les entrées et les sorties mesurées chaque trimestre via les mouvements de main-d'œuvre ne correspond pas à la variation trimestrielle issue des estimations d'emploi produites par l'Insee, en collaboration avec l'Acoss et la Dares (cf. rubrique "emploi salarié" de cette publication).

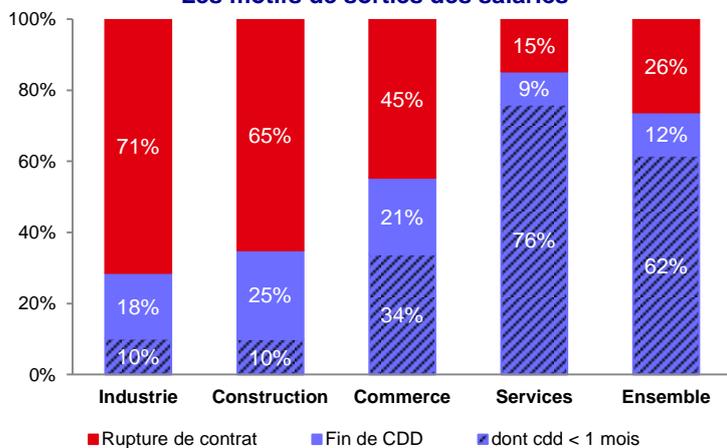
Pour en savoir plus :

<https://dares.travail-emploi.gouv.fr/donnees/les-mouvements-de-main-doeuvre>

Source : Dares, MMO

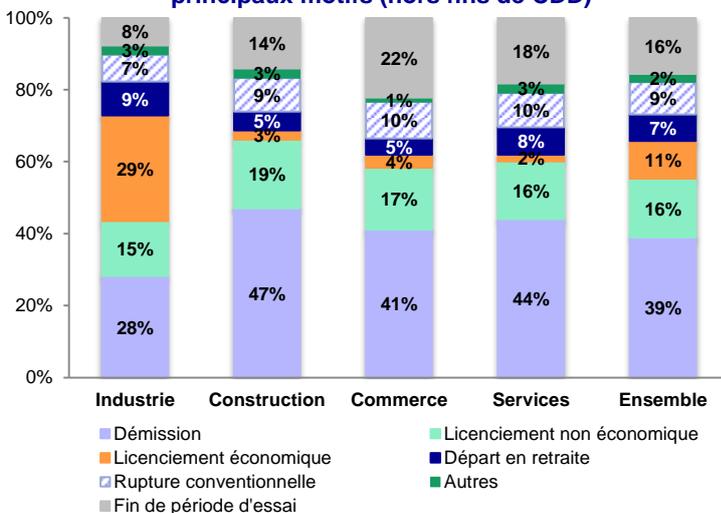
Lecture : Au 2e trimestre 2021 parmi les embauches dans l'industrie 57,4 % sont des CDD. Les licenciements économiques représentent 21 % des sorties des salariés de l'industrie contre 2,8 % tous secteurs confondus.

Les motifs de sorties des salariés



Lecture : dans le commerce, 34 % des sorties sont des CDD de moins d'un mois arrivés à terme.

Les ruptures de contrats de travail selon les principaux motifs (hors fins de CDD)



Lecture : dans l'industrie, 28 % des contrats ont pris fin suite à une démission.

Jura		< 25 ans	25 - 49 ans	50 - 54 ans	55 ans ou plus	Femmes	Femmes de - de 25 ans	
2e trimestre 2021								
Actifs en emploi (en %)		9,5	59,0	14,8	16,7	51,3	30,1	
Embauches		4 631	5 774	1 205	1 732	8 117	2 795	
dont en % :		CDD	88,4	76,6	84,1	90,6	87,9	90,9
Sorties		3 608	5 517	1 213	2 035	7 477	2 196	
dont en % :								
	Fins de CDD	80,1	69,5	78,2	71,6	81,9	85,5	
	dont CDD < 1 mois	81,9	81,5	87,4	89,2	86,6	84,5	
	Demissions	9,1	13,8	6,3	4,7	7,3	6,8	
	Licenciements économiques	0,1	3,0	6,3	4,7	1,0	0,1	
	Licenc. non économiques	5,5	4,5	2,7	2,4	2,8	3,4	
	Retraite	0,0	0,0	0,0	11,7	1,4	0,0	
	Ruptures Conventionnelles	0,7	3,6	2,0	2,0	2,2	0,7	

Lecture : parmi les personnes 55 ans ou plus nouvellement embauchées, 90,6 % ont signé un CDD.

Source : Dares, MMO ; Insee-RP 2018, actifs en emploi de 15 ans ou plus (hors agriculture)

L'emploi frontalier

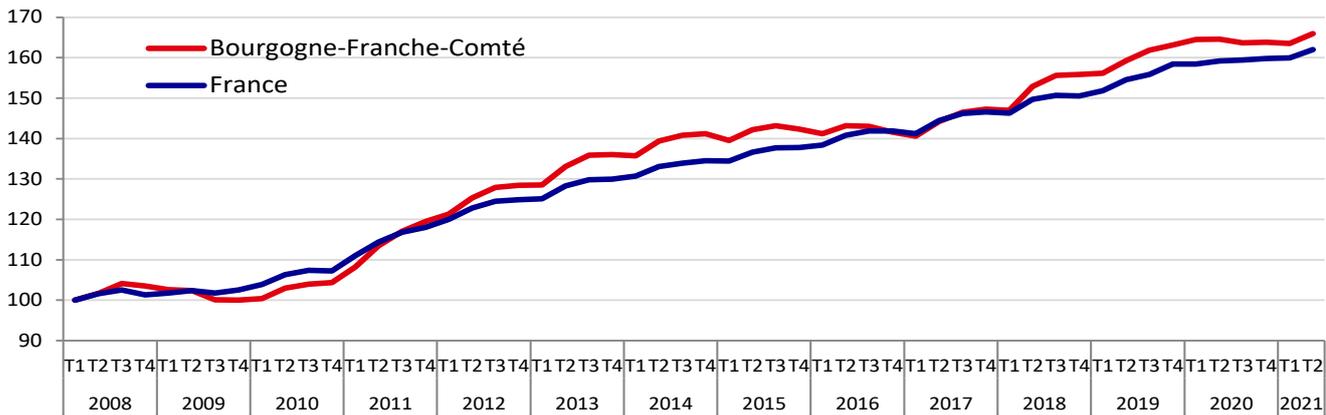
Nombre de travailleurs frontaliers dans les départements de Bourgogne-Franche-Comté

2 ^{ème} trimestre 2021	Actifs occupés RP 2018	Emploi salarié (y compris intérim)					Travailleurs frontaliers (vers la Suisse)				
		Effectif (en nbre)	Part (en %)	Evol. Trim. (en %)	Evol. Annuelle		Effectif (en nbre)	Part (en %)	Evol. Trim. (en %)	Evol. Annuelle	
					en nbre	en %				en nbre	en %
Côte d'Or	220 025	216 790	22,4	+0,6	+5 910	+2,8	144	0,4	+5,9	-8	-5,3
Doubs	221 304	193 390	20,0	+0,4	+3 450	+1,8	28 184	72,0	+1,4	+287	+1,0
Jura	105 358	86 290	8,9	+0,5	+2 650	+3,2	6 527	16,7	+1,3	-31	-0,5
Nièvre	71 403	65 390	6,8	+0,4	+740	+1,1	15	0,0	+25,0	+1	+7,1
Haute-Saône	92 636	65 990	6,8	+0,1	+1 290	+2,0	483	1,2	+4,1	+10	+2,1
Saône-et-Loire	211 354	184 070	19,0	+0,7	+5 940	+3,3	181	0,5	+2,3	+21	+13,1
Yonne	127 326	107 530	11,1	+0,3	+2 610	+2,5	19	0,0	+5,6	+2	+11,8
Territoire de Belfort	55 900	48 690	5,0	-0,4	+500	+1,0	3 571	9,1	+1,7	+44	+1,2
BFC	1 105 305	968 140	100,0	+0,5	+23 090	+2,4	39 124	100,0	+1,5	+326	+0,8

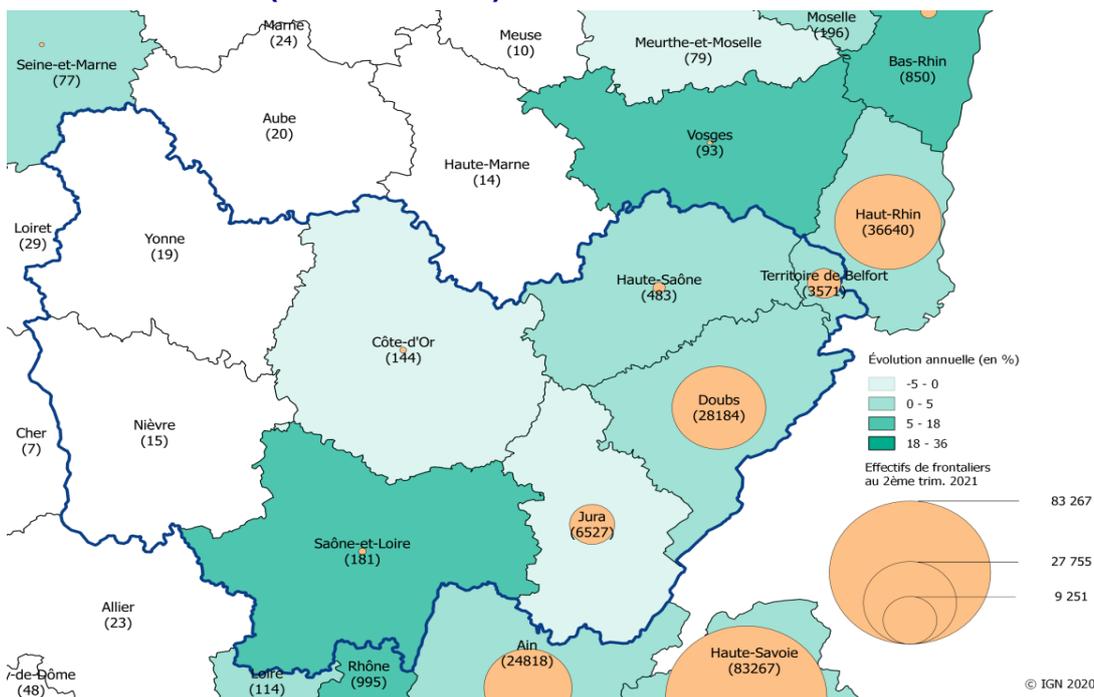
Sources : INSEE - RP 2018 (enquêtes annuelles 2016 à 2020) ; Insee, estimations d'emploi ; estimations trimestrielles Acooss-Urssaf, Dares, Insee (données CVS) ; Office Fédéral de la Statistique

Evolution du nombre de travailleurs frontaliers résidant en Bourgogne-Franche-Comté ou en France et travaillant en Suisse

(Indice base 100 au 1er trim. 2008)



Travailleurs frontaliers (vers la Suisse) en volume et en évolution sur un an



Lecture : L'emploi frontalier vers la Suisse a augmenté de 1,0 % dans le Doubs. Ce département comptabilise 28 184 travailleurs frontaliers vers la Suisse.

Champ : Départements pour lesquels l'emploi frontalier vers la Suisse est supérieur à 100 personnes.

Source : Office Fédéral de la Statistique

Les contrats aidés, l'alternance et l'insertion

Les entrées dans les dispositifs

Données provisoires	Jura			BFC Var.(%)/ cumul 2020
	T3 2021	Cumul 2021	Var.(%)/ cumul 2020	
Contrats aidés (conventions initiales + avenants) :				
PEC	109	314	+52,4	+48,9
dt jeunes	35	92	+155,6	+129,9
dt Education Nat.	4	7	-30,0	+8,9
dt Collectivités	41	91	+139,5	+113,5
dt résidents QPV	6	14	-48,1	+64,9
dt résidents ZRR	16	43	-	-
CIE Jeunes	58	101	-	-
Mesures d'accompagnement :				
PACEA	204	694	+63,3	+32,9
dt Garantie Jeunes	57	171	+87,9	+97,4
dt résidents QPV	30	74	+57,4	+36,7
Aides à l'embauche :				
Emplois Francs*	9	27	+35,0	+8,1
Alternance :				
Contrat apprentissage (au 2T2021)				
- secteur public	s	s	s	+61,9
- secteur privé	29	133	+43,0	+121,2

* Données arrêtées à la semaine 39

s : secret statistique

Les entrées dans l'Insertion par l'Activité Economique

Données provisoires	T1	Cumul	Var.(%)/
	2021	2021	cumul 2020
Côte d'Or	374	374	+11,3
Doubs	457	457	-1,3
Jura	342	342	+16,7
Nièvre	272	272	+87,6
Haute-Saône	160	160	-4,2
Saône-et-Loire	561	561	+22,8
Yonne	413	413	+22,2
Territoire de Belfort	94	94	+8,0
BFC	2 673	2 673	+16,9

Sources des tableaux :

Entrées :

PEC (Parcours Emploi Compétence), CIE Jeunes, Emplois Francs : DGEFP
 Garantie jeunes : ARML (Agence Régionale des Missions Locales) de Bourgogne-Franche-Comté et DGEFP
 PACEA (Parcours Contractualisé d'Accompagnement vers l'Emploi et l'Autonomie) : i-milo et DGEFP
 Contrat d'apprentissage : POEM (DGEFP), entrées, données brutes
 IAE : ASP, traitement Dares

Stock :

PEC : DARES
 Emploi d'avenir : DARES
 Garantie jeunes : ARML (Agence Régionale des Missions Locales) de Bourgogne-Franche-Comté et DGEFP

Les salariés présents dans les dispositifs

Moyenne trimestrielle Données provisoires	Jura		BFC Var.(%)/ trim. année précédente
	T3 2021	Var.(%)/ trim. année précédente	
Contrats aidés (conventions initiales + avenants) :			
PEC	196	+28,9	+15,7
Mesures d'accompagnement :			
Garantie Jeunes	214	+40,7	+57,5
IAE (au 1T2021)	957	+1,0	+0,9

▶ De nombreuses mesures existent pour encourager l'emploi à destination des entreprises ou des personnes en difficulté et les dispositifs présentés ici n'en représentent qu'une partie. Il est d'usage de distinguer :

✓ Les dépenses ciblées en faveur du marché du travail pour assurer le financement des services assurés par les organismes destinés aux chômeurs (Pôle emploi, Missions locales...), la formation professionnelle, les contrats aidés, les mesures à destination des travailleurs handicapés, les aides à la création d'entreprise pour les chômeurs, l'indemnisation du chômage...

✓ Les dépenses générales en faveur de l'emploi qui ne s'adressent pas spécifiquement à des personnes en difficulté sur le marché du travail mais le plus souvent à des entreprises à travers la réduction du coût du travail par des allègements de cotisations sociales ou fiscaux. Les dépenses sociales à la lisière des politiques d'emploi qui comportent une dimension "d'activation" peuvent compléter ces politiques (RSA, AAH). Les dépenses pour l'emploi en France représentent 144 milliards d'euros en 2019 (soit 5,6 points de PIB), dont 63 milliards d'euros pour les dépenses ciblées et 81 pour les dépenses générales.

Pour plus d'information consultez le bilan annuel de la DARES :

[Les dépenses en faveur de l'emploi et du marché du travail | DARES \(travail-emploi.gouv.fr\)](https://travail-emploi.gouv.fr/les-depenses-en-faveur-de-l-emploi-et-du-marche-du-travail-j-dares)

Les prestations de solidarité et d'insertion

Nombre de foyers allocataires dans les départements de Bourgogne-Franche-Comté

2 ^{ème} trimestre 2021 <i>données brutes provisoires</i>	RSA		Prime d'activité		AAH		ASS	
	Nbre de foyers bénéficiaires*	Evol. annuelle	Nbre de foyers bénéficiaires*	Evol. annuelle	Nbre de pers. bénéficiaires*	Evol. annuelle	Nbre de pers. bénéficiaires*	Evol. annuelle
Côte d'Or	10 200	-2,1	36 333	-1,7	8 117	+0,3	1 790	-13,1
Doubs	12 633	-1,8	32 430	-1,2	10 210	-0,6	1 940	-7,6
Jura	3 857	-0,5	15 143	-1,0	5 080	-1,4	747	-13,2
Nièvre	5 860	-2,0	13 533	-2,1	6 200	-0,7	933	-9,7
Haute-Saône	4 253	-3,3	15 070	-0,4	5 267	+3,6	1 077	-6,9
Saône-et-Loire	10 577	-2,2	35 873	-1,2	11 450	+0,7	2 240	-13,3
Yonne	9 010	-3,5	22 750	-2,1	7 570	+4,9	1 420	-14,6
Territoire de Belfort	4 303	-1,5	9 437	+1,4	2 313	+1,0	700	-12,9
BFC	60 693	-2,2	180 569	-1,3	56 207	+0,9	10 847	-11,5

* Moyenne trimestrielle.

- RSA (Revenu de Solidarité Active) et prime d'activité :

Champ : France, tous régimes (Cnaf et MSA). La localisation géographique s'appuie sur le lieu de gestion du dossier de l'allocataire pour les données de la Cnaf et sur son lieu de résidence pour les données de la MSA.

- AAH (Allocation aux Adultes Handicapés) :

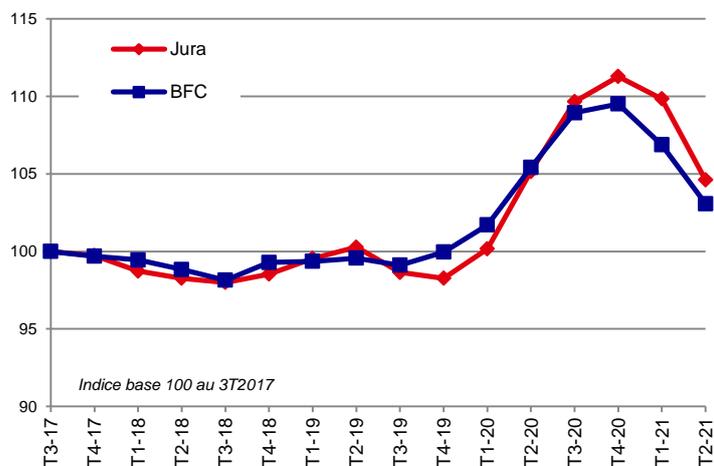
Champ : France, Cnaf (97 % des allocataires de l'AAH relèvent des Caf). La localisation géographique s'appuie sur le lieu de gestion du dossier de l'allocataire.

- ASS (Allocation de Solidarité Spécifique) :

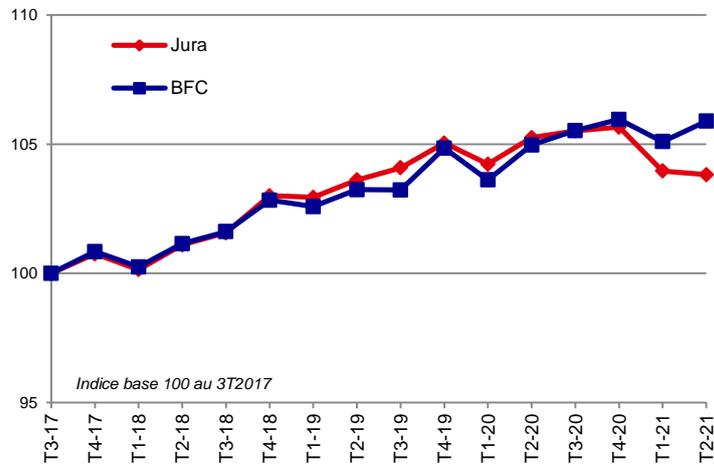
Champ : France. La localisation géographique s'appuie sur le lieu de résidence de l'allocataire.

Sources : Cnaf, Allstat FR6 et FR2, traitements DREES ; MSA ; Pôle emploi, FNA.

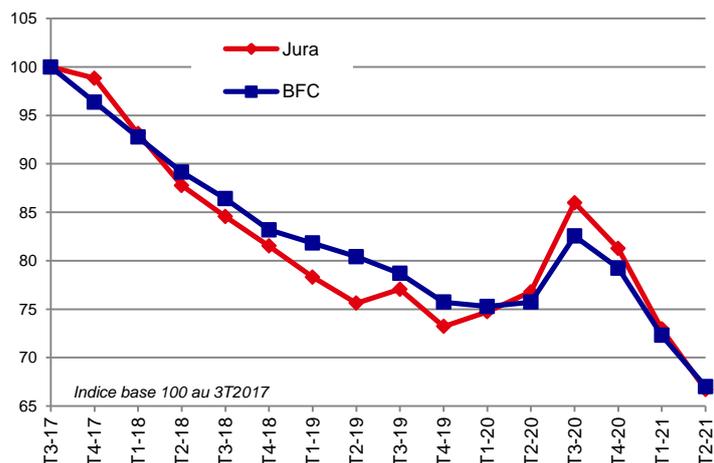
Nombre de foyers bénéficiaires du RSA



Nombre d'allocataires de l'AAH



Nombre d'allocataires de l'ASS



Nombre de foyers bénéficiaires de la prime d'activité

